

Évacuation du Carreau. La lutte continue !

vous trouverez ci-dessous le dernier communiqué des chômeurs, précaires, intermittents, intérimaires, avec ou sans papiers envoyé à la presse à 22h15, soit 5 minutes avant l'évacuation violente du Carreau du Temple...

Les mobilisations et actions vont continuer, doivent continuer pour empêcher l'agrément de l'accord par le gouvernement.

Quelques rendez-vous déjà :

Lundi 24 mars :

- Marseille à 10h Friche Belle de Mai
- Montpellier à 12h cour de l'Agora
- Paris à 18h à la Commune Libre d'Aligre – 3 rue d'Aligre – 75012.

Mardi 25 mars :

- Avignon à 12h15 au local de Solidaires 84, 79 avenue Montclar.
- Toulouse à 14H au TNT.

Les socialistes sont-ils les amis des précaires ?

Aujourd'hui, 23 mars, à la 56ème heure d'occupation du Carreau du Temple, nous, précaires, chômeurs, intermittents, intérimaires, avec ou sans papiers, déplorons l'attitude de la Ville de Paris qui refuse de répondre à nos demandes et met en danger le travail d'artistes plasticiens dont nous nous sentons solidaires.

Scandalisés par l'accord UNEDIC signé par des syndicats non-

représentatifs dans la nuit du 21 au 22 mars, nous avons besoin d'un lieu pour nous réunir et faire entendre notre opposition à ce texte qui s'attaque aux droits des plus précaires et des plus pauvres.

Alors qu'une manifestation artistique, Drawing now, doit se tenir au Carreau du Temple, et que nous voulons permettre sa tenue en déménageant au sous-sol pour y tenir des réunions et assemblées générales, la Ville de Paris met en danger cette manifestation en laissant s'enliser la situation.

Elle ne nous propose aucun lieu digne de ce nom, refuse notre proposition de déménager dans les salles existant dans le sous-sol du Carreau du Temple. Simultanément, elle prépare avec la Préfecture l'évacuation policière et cherche à se défausser sur des précaires des responsabilités financières de sa lamentable attitude.

Se retranchant dans un silence dû à la campagne électorale, Mme Anne Hidalgo croit que l'hypocrisie est la solution. Voulant éviter une évacuation musclée avant le premier tour des Municipales, la Ville s'empresse de collaborer avec les forces de police dès la fermeture des bureaux de vote.

On jugera cette attitude à l'aune des réactions gouvernementales à l'accord UNEDIC.

Les négociations se sont déroulées dans des conditions scandaleuses et contraires au droit (conciliabules organisés par le MEDEF dans les couloirs, accords opaques entre le MEDEF et des syndicats), mais les ministres Sapin et Filippetti font mine de se réjouir de cette nouvelle convention qui aggrave la condition des précaires.

Ainsi les intérimaires perdront jusqu'à 300€ par mois d'allocations chômage, et les intermittents feront face à des mesures discrètes (carence, augmentation des cotisations) qui les précipiteront dans une précarité plus grande encore, et endront un grand nombre d'entre eux corvéables à merci.

C'est le « dressage à l'emploi », selon les règles du workfare cher à Tony Blair et à Gerhard Schröder, qui est défendu ici par le gouvernement socialiste.

Les intermittents ne se laisseront pas endormir par la propagande médiatique sur le « sauvetage miraculeux » des annexes 8 et 10.

Forts de leur mobilisation, de leur expertise, de cette intelligence collective qui s'est développée dans la lutte, les intermittents se sentent solidaires des intérimaires, chômeurs, précaires, avec ou sans papiers, et les appellent à construire ensemble la riposte.

Obligeons les confédérations syndicales CFTD et FO à ne pas persister dans la honte – obligeons-les à ne pas ratifier l'accord du 22 mars ou ils seront à jamais considérés comme des syndicats « jaunes » à la botte du MEDEF.

Faisons pression sur le gouvernement pour qu'il ne ratifie pas l'accord Unedic du 22 mars. Ainsi il ne pourra pas être appliqué. S'il l'est, le gouvernement socialiste en portera l'entière responsabilité et nous saurons nous en souvenir.

Jusqu'ici, seule la lutte a payé, continuons !

Les Occupants du Carreau – du dedans et du dehors